

## Le président ougandais désigné facilitateur dans la crise burundaise

APA, 07-07-2015 Bujumbura (Burundi) - Le sommet des Chefs d'État de la Communauté de l'Afrique de l'Est, tenu lundi à Dar Es Salaam, a pris fin sur la décision de repousser l'élection présidentielle au Burundi jusqu'au 30 juillet et a demandé que la reprise du dialogue se fasse sous la facilitation du président ougandais Yoweri Museveni. Tout en demandant au président Nkurunziza de respecter la Constitution et les Accords d'Arusha, le sommet souligne la nécessité pour le vainqueur des élections de former un gouvernement d'union nationale prenant compte des accords d'Arusha.

Par ailleurs, les présidents de la sous-région ont demandé des enquêtes sur la présence au Burundi des FDLR (Forces démocratiques pour la libération du Rwanda). L'EAC souligne par ailleurs qu'elle pourra observer les élections au Burundi. Seuls deux présidents sur cinq ont participé à ce sommet : Yoweri Museveni d'Ouganda et Jakaya Mrisho Kikwete de Tanzanie. Le Rwanda, Kenya et Burundi ont été représentés par leurs ministres des Affaires étrangères. Le Burundi a rejeté ces derniers jours le dialogue et toute proposition de nouveau calendrier électoral. On ne sait pas encore s'il va accepter les nouvelles propositions. Du côté de l'opposition, Frédéric Bamvuginyumvira vice-président du parti FRODEBU a indiqué que le langage des présidents de la sous-région n'a jamais été clair à propos de la candidature du président Nkurunziza qui est la base de la crise actuelle au Burundi. Selon lui, l'opposition va répondre à la médiation du président Museveni, mais, aucune personne ne pourra nous contraindre à accepter la troisième candidature de Nkurunziza.